NOUVEAU PREMIER MINISTRE, RIEN A ATTENDRE, TOUT À ALLER CHERCHER

septembre 2024

Le président Macron s'est enfin décidé à nommer un premier ministre : DE DROITE

Michel Barnier, connu pour avoir mené à bien les négociations du BREXIT en sa qualité de commissaire européen, a aussi été conseiller et président du conseil général de Savoie, député et plusieurs fois ministre.

S'il a voté, en 1981, pour l'abolition de la peine de mort, il a voté contre la dépénalisation de l'homosexualité en 1982 et contre le projet de loi prévoyant le remboursement de l'IVG par la sécurité sociale, pour ne citer que ces exemples.

En 2021, il se déclare candidat à l'élection présidentielle de 2022, avec à son programme notamment, la baisse des taxes pour les entreprises, une baisse des cotisations sur les salaires intermédiaires, (entre 1,6 et 2,6 smic) et prône l'augmentation de la durée hebdomadaire de travail et l'augmentation de l'âge de la retraite à 65 ans.

Vous l'aurez compris, le nouveau premier ministre ne mènera pas une politique de progrès social.

Au contraire, il continuera celle engagée par le Président Macron en faveur des entreprises et des plus riches. Il a d'ores et déjà le soutien implicite du Rassemblement national comme l'a déclaré Marine I F PFN.

Le Président a fait le choix de ne pas respecter le résultat des urnes qui a pourtant montré l'urgence d'un changement profond d'orientation politique.

Nous voulons toutes et tous vivre mieux, pour cela il nous faut gagner :

- L'indexation des salaires sur les prix, comme pour le Smic, tous les salaires doivent à minima suivre l'inflation.
- L'augmentation des salaires et des pensions pour vivre de son travail et de sa retraite, et réaliser l'égalité salariale entre les femmes et les hommes alors que les dividendes atteignent des records en France. Ce sont les travailleurs qui produisent la valeur, la partager c'est augmenter les salaires.
- La suppression de la réforme des retraites à 64 ans, passée en force l'année dernière à coup de 49-3, et aller vers un retour à 60 ans.
- · L'amélioration des conditions de travail en rétablissant les CHSCT.
- L'investissement dans nos services publics sur tous les territoires. Partout nous voulons des moyens pour nos écoles, nos hôpitaux...
- La réindustrialisation du pays pour répondre au défi environnemental en commençant par décider la mise en place d'un moratoire sur tous les plans de licenciements en cours.

La mobilisation de tous et toutes sera nécessaire pour faire entendre nos voix.

C'est dans la rue que ça se passe.

Le 1er octobre toutes et tous en grève pour gagner le progrès social.











